12^{ème} Colloque ACN, Juin 2008, Session 4 (jeudi 5 juin après-midi)
Session 4 : mondialisation, statistiques et comptabilité nationale

Président : Henri Sterdyniak (OFCE)

Mondialisation et mesure des revenus de la propriété entre la France et le reste du monde : le cas des dividendes

Marc-Alain Bahuchet et Pierre Sicsic (Banque de France)

La balance des paiements fournit des informations sur les flux de revenus perçus par des résidents ou versés à des non résidents, reprises dans les comptes nationaux. Dans le cas des SNF et compte tenu de la taille des sociétés en cause, la plupart sont intégrées dans des groupes cotés du CAC40. De ce fait, il est assez facile d'obtenir des informations sur les profits nets réalisés par ces groupes.

La question se pose alors de l'interprétation des revenus des entreprises « françaises ». Du point de vue des principes, les revenus des entreprises françaises proviennent des activités en France et à l'étranger. Pour ces dernières, l'information fournie par la balance des paiements concerne le revenu des filiales à l'étranger. Mais, le jugement macro économique porté sur les entreprises via les comptes nationaux est, au moins sur l'appréciation des revenus, biaisée par le fait qu'une partie des bénéfices engendrés par les groupes français n'est pas captée du fait de la difficulté à mesurer les revenus des filiales. Le rapprochement des revenus nets perçus par des SNF résidentes en provenance des filiales étrangères (source balance des paiements) et profits totaux des groupes « français », montre que les premiers ne représentent qu'un peu plus de 32% des seconds en 2005. Cette comparaison montre qu'il y a sous estimation des revenus versés par le RdM dans les comptes nationaux. L'écart est donc important. Est-il croissant et faut-il chercher à l'interpréter ? Quel rôle joue la question des distributions de dividendes ?

Dans le même ordre d'idée, le concept de résidence, adopté tant par les comptables nationaux que par les statisticiens de balance des paiements, peut aussi amener à des erreurs d'interprétation des statistiques lorsqu'on l'utilise pour évaluer la détention des entreprises par les non résidents. Ainsi, on observe que la détention par des non résidents des 36 valeurs « résidentes » du CAC passe d'environ 33% à 46 % entre 1997 et 2006. Or, ce phénomène ne résulte pas tant d'un comportement actif de la part des non résidents que du fait que, lors des rachats de sociétés non résidentes par des sociétés résidentes, des actions françaises sont émises en remplacement d'actions étrangères détruites. En d'autres termes, un non résident détient une entreprise non résidente. Celle-ci est rachetée par un groupe français. Il se retrouve alors avec une action « française ». L'augmentation du taux de détention par les non résidents est donc avant tout le résultat des politiques d'extension à l'étranger des groupes français.